

L'ATTAQUE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE...

LE COUP DE JARNAC DES 10%

En 1937, le *Parti socialiste* avait, par sa politique de blocus dite de «*non-intervention* », assassiné la république espagnole tout en la couvrant de fleurs; tout pareillement en 1947 il fait la guerre au Viêt-Nam en déclarant qu'il désire son indépendance et il torpille le mouvement revendicatif des ouvriers et des fonctionnaires français au nom de son amour pour les «*travailleurs*».

Par l'annonce, accompagnée du tam-tam que l'on sait, d'une diminution des prix de 10% - qui s'est traduit en fait par une augmentation de 50 à 100% de certains services d'État et qui, pour le reste, durera juste autant que les marchandises en magasins - les marxistes et le gouvernement ont cassé les reins aux demandes d'augmentation de salaires; le prolétariat devra demeurer à la portion congrue; le parti socialiste s'est substitué victorieusement au patronat pour l'application de la loi d'airain des salaires.

Rappelons encore une fois, au sujet de ces 10% quelques vérités premières que même les frères ignorants du «*Socialisme*» devraient tout de même quelque peu savoir.

La seule cause de la hausse des prix à l'heure actuelle est l'inflation.

L'inflation est l'émission, pour les besoins de l'État, de billets de banque qui n'ont pas en contre-partie la mise en vente d'une marchandise de valeur équivalente; de billets qui sont de véritables chèques sans provision, autrement dit de faux billets de banque; ceux-ci ne correspondant à aucune marchandise en vente et la masse des moyens de paiement disponibles pour les acheter se rétablit par une hausse du prix des marchandises.

Pour empêcher la hausse des prix il n'est donc pas d'autre moyen raisonnable (c'est-à-dire à l'exclusion des moyens de force, police, commissions de contrôle syndical, amendes et prison, peine de mort, émeutes, etc..., qui ne peuvent avoir, lorsqu'elles en ont une qu'une efficacité toute temporaire), pas d'autre moyen raisonnable que l'arrêt de l'inflation par la suppression du déficit budgétaire qui la rend nécessaire; tout autre moyen est illusoire et vain.

D'où cette vérité seconde? Dans un état où l'accroissement des billets (1) a été de 155 milliards au cours de l'an dernier les prix ne pouvaient que monter, et ils continueront à monter tant que l'inflation - 15 milliards pour le mois de janvier, 18 milliards pour février - ne cessera pas. La réduction arbitraire des prix, de 5, 10 ou 15%, ne saurait rien y changer. La «*rapacité*» du paysan, l'«*amour du gain*» du commerçant, pas plus que les revendications ouvrières, ne sont pour rien dans la hausse des prix.

Le seul coupable est l'État. L'État faux monnayeur.

(1) Au temps où l'on avait encore un certain respect pour la vérité c'était uniquement le compte des billets «*avances à l'État*» qui mesurait l'inflation. Mais aujourd'hui où l'État a le moyen, grâce aux multiples affaires financières et industrielles qu'il possède, de camoufler en avances «*commerciales*» les avances qui lui sont faites, et où il paye ses fournisseurs avec des «*traites*» que ceux-ci font escompter à leur nom (ce qui les fait apparaître comme des avances privées) on ne peut se contenter des «*avances à l'État*» pour déterminer l'importance de l'inflation. Pratiquement on peut admettre qu'à l'heure actuelle, où le crédit vraiment commercial est à peu près inexistant, tous les nouveaux billets émis le sont, directement ou indirectement, pour le compte de l'État.

LA SUPPRESSION DES 40 HEURES

Nous avons eu tort de dire que les «plans» ne servaient à rien. Le «plan Monnet» a servi de prétexte pour infliger à la classe ouvrière française la plus grave défaite qu'elle ait jamais connue. Pour la première fois la durée légale de la journée de travail a été augmentée.

Pour atteindre ce but les deux «partis frères», parti socialiste et parti czariste ont conjugué leurs efforts.

C'est M. Croizat qui a ouvert le feu. Dans une circulaire aux inspecteurs du travail, d'octobre dernier, le ministre du czar ordonnait: «*Il est souhaitable que la durée du travail soit la plus longue possible... En règle générale la durée hebdomadaire du travail doit excéder au moins de 8 heures la durée normale fixée à 40 heures*» (2). Et le parti socialiste, à la remorque comme toujours, a emboîté le pas: le successeur socialiste de M. Croizat au ministère du Travail, Daniel Mayer, proclama à la radio: «*la semaine de 48 heures doit devenir la chose normale*».

Enfin, socialistes, czaristes, patrons et C.G.T. (oui, je dis bien la C.G.T.) approuvaient officiellement le plan Monnet qui abolit la semaine de 40 heures et la remplace par celle de 48 heures.

C'est la première fois depuis les débuts du capitalisme que la loi intervient, non pour diminuer la durée légale du travail, mais pour l'augmenter. La 2^{ème} République inaugurerait son existence en fixant, une limite maximum à la journée de travail, la 4^{ème} République inaugurerait la sienne en fixant une limite, minimum.

Et, ce qui est encore beaucoup plus grave, c'est la première fois que la classe ouvrière acquiesce à un allongement de la durée de son labeur. Depuis un siècle et demi la lutte du prolétariat, tant en France qu'en Angleterre, en Europe qu'en Amérique avait été centrée sur un raccourcissement de la journée de travail. C'est pour la réduction de la journée de travail que s'était fondée en 1834 la grande «*Trades Union*» de Robert Owen, la première organisation syndicale véritable; c'est pour la réduction de la journée de travail que les martyrs de Chicago périrent, c'est pour la réduction de la journée de travail que le 1^{er} mai fut institué dans le monde, c'est pour une réduction de la journée de travail que la C.G.T. française mobilisait toutes ses forces pour le grand assaut de 1936 et c'est pour elle, enfin, qu'en 1936, les travailleurs français occupèrent spontanément les usines; or, aujourd'hui, les représentants «*qualifiés*» de la classe ouvrière applaudissent à la suppression de la conquête de 36, et la classe ouvrière elle-même n'esquisse pas la moindre protestation. Le prétexte invoqué est bien connu, c'est celui de la guerre: il faut réparer les dommages de la guerre. Mensonge! dont nous avons déjà fait justice en rappelant que c'est au lendemain même de la guerre de 14, qui avait occasionné bien d'autres pertes en hommes et même en biens que celle-ci, que la journée légale de travail fut réduite de 12 heures à 8 heures. La véritable raison, la voici, elle nous est donnée par le plan Monnet lui-même: en 1938 il y avait en France un million de travailleurs productifs de plus qu'en 1946, et un millions de gens occupés improductivement en moins. Voilà la raison, la véritable raison pour laquelle il faut travailler plus longuement. Crève-toi à la peine, producteur! afin que les non-producteurs, bourgeois, bureaucrates, policiers et militaires puissent être plus nombreux!

Il y a quatre-vingts ans, les ouvriers en bâtiment de Londres, au cours de l'une de leurs innombrables luttes pour la réduction de la journée de travail, tenaient à leurs patrons le raisonnement que Marx a repris en ces termes: «*Tu me prêches constamment l'évangile de l'épargne, de l'abstinence et de l'économie. Fort bien! Je veux, en administrateur sage et intelligent, économiser mon unique fortune, ma force de travail et m'abstenir de toute folle prodigalité, car ce que tu gagnes en travail, je le perds en substance*».

Mais ce sont là des raisonnements que seule peut tenir une classe ouvrière qui n'a point, perdu la conscience d'elle-même, une classe ouvrière qui n'a point abandonné le solide terrain de la raison pour les mystifications orientales.

R. L.

(2) Circulaire publiée dans le bulletin M.O. du 21-0[?]- 46 sous le n°119 et reproduire par *Le Libertaire* du 3 janvier.